



L'Inde, puissance nucléaire

© Yann FORGET 1997

[Accueil](#)

[Inde](#)

[Livres et](#)

[revues](#)

[Liens](#)

[Non-violence](#)

[Pélerinages](#)

[Internationaux](#)

[pour la Paix](#)

[Cinéma](#)

[Linux](#)

[Forum](#)

[Alternatives](#)

[Gandhi](#)

[Lanza del](#)

[Vasto](#)

[Photos](#)

[Actions](#)

[Léon Tolstoï](#)

[John Ruskin](#)

[H. D. Thoreau](#)

[Etienne de La](#)

[Boétie](#)

[Romain](#)

[Rolland](#)

[Peace Pilgrim](#)

[Notre Avenir à](#)

[Tous](#)

[Bhopal](#)

[Mon CV](#)

Depuis le début de son programme nucléaire dans les années 50, l'Inde a maintenu une politique indépendante sur les questions militaires et civiles du nucléaire.

En 1996 même, le gouvernement indien s'est opposé aux cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, soutenu par une opinion publique consciente de son poids numérique, même si impuissante par manque d'organisation dans les négociations sur le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT, Comprehensive Test Ban Treaty).

A Genève, lors des négociations au sein du Comité sur le désarmement d'abord, à l'Assemblée Générale des Nations Unies ensuite, lors de la signature du Traité, le 25 septembre 1996, la Libye et le Bhoutan se sont joints à l'Inde pour voter contre une résolution australienne acceptant ce document. Ce refus équivaut à un veto, car la signature des pays dits du "seuil nucléaire" (Israël, Pakistan et Inde) est une condition pour que le Traité entre en vigueur. Tous les partis politiques ont soutenu le gouvernement indien dans cette décision, lors des débats dans les deux chambres du Parlement.

La décision est toutefois plus controversée dans les médias, où elle suscite un débat. On y met en question l'utilité de maintenir l'option atomique, mais on y fustige "l'arrogance" des puissances occidentales, et des Etats-Unis en particulier, pour maintenir une suprématie dans ce domaine. Le gouvernement indien, partie prenante dans la négociation du Traité, demande que soit inclus dans celui-ci un engagement pour l'élimination des armes nucléaires avant une date stipulée. Il avance que les puissances nucléaires n'ont aucune volonté d'aboutir à un désarmement, et que le perfectionnement des armes existantes et la fabrication de nouvelles armes resteront possibles grâce à la simulation qui n'est pas interdite par le Traité.

Jawarlal Nehru fut à l'origine de la plupart des résolutions sur le désarmement nucléaire déposées à l'ONU par les pays du Tiers-Monde dans les années 50. Il était convaincu de leur nécessité pour l'Inde. Ainsi proposa-t-il, dès 1951, la création d'un fonds des Nations Unies pour le développement, financé par les mesures de désarmement. En 1954, il suggéra le gel des essais nucléaires, et en 1961, leur interdiction. En 1963, l'Inde signa le Traité d'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère et sous-marins. En revanche, l'Inde a toujours refusé d'adhérer au Traité de non-prolifération (TNP).

Le 18 mai 1974, stupefiant l'opinion mondiale, l'Inde fit exploser une charge atomique souterraine à Pokhran, dans le désert du Thar, près de la frontière pakistanaise. L'Inde a fabriqué les missiles Agni et Prithvi, avec une portée respective de 300 et de 1500 kilomètres et capables de transporter des charges nucléaires. L'Inde ayant la capacité de lancer des satellites avec ses propres fusées, elle pourrait certainement construire des missiles d'une portée supérieure. Mais l'Inde considère que ses adversaires potentiels sont la Chine et le Pakistan, et ne voit pas d'intérêt à développer ces lanceurs.

Neufs réacteurs nucléaires sont actuellement en activité, avec une puissance nominale

d'environ 1700 MW. D'autres réacteurs sont en construction. Mais ce programme rencontre de nombreuses difficultés technologiques et financières. Les premiers réacteurs ont été construits sur un modèle canadien, mais le Canada a suspendu son aide après l'explosion de Pokhran. L'Inde a alors développé sa propre technologie, avec des réacteurs à eau lourde et uranium naturel. Les Etats-Unis ont également construit un réacteur à uranium enrichi à Bombay, dont le combustible a été fourni par la France.

Le programme nucléaire est très strictement contrôlé par des organismes d'Etat. La transparence est absente dans ce domaine sous prétexte de "secret militaire". Plusieurs accidents ont eu lieu dans les réacteurs indiens. A Nagora, en Uttar Pradesh, une turbine a pris feu, et le dôme du réacteur en construction à Kaïga, au Karnataka, s'est écroulé en 1994. Les travaux n'ont toujours pas repris. Le mouvement antinucléaire indien est très marginal. La revue *Anumukti* est publiée en anglais six fois par an par l'Institut pour la Révolution Totale, une petite communauté dirigée par Narayan Desai, fils de Mahadev Desai, le secrétaire personnel de Gandhi.

Malgré le peu d'informations divulguées, il est généralement admis que l'Inde a la capacité de fabriquer des armes nucléaires en peu de temps. Ce que le gouvernement indien appelle vouloir garder ouverte "l'option nucléaire". Le BJP, parti hindouiste, est le plus constant pour soutenir cette option, voire fabriquer quelques bombes et effectuer d'autres essais. Les partis de "gauche" sont très silencieux sur cette question.

Conscient de son handicap financier dans une potentielle course aux armements nucléaires, l'Inde favorise le désarmement, mais comme l'a dit J.K. Gurjal, ministre des affaires étrangères devant le Parlement de Delhi : "*Nous sommes une nation indépendante de quiconque pour sa subsistance, son développement économique et ses besoins de défense.*" Les dirigeants indiens entendent bien le montrer.

Paru dans "Alternatives Non Violentes" n°102, "*Gandhi et l'indépendance de l'Inde*", printemps 1997.

« La mort attrape d'abord ceux qui courent. » Lao-Tseu « La bêtise et la force sont les armes des faibles. » Un lycéen « Les marginaux sont les ramoneurs du conformisme. » André Larivière

Dernière modification : 17.06.2008

[M'écrire](#) (attention: supprimer les espaces)

© Yann FORGET 1997-2008